

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017

LA NOTE / #19 / vague 3

Mai 2016



L'ENTRÉE DES PRIMO-VOTANTS DANS L'ARÈNE ÉLECTORALE DE LA PRÉSIDENTIELLE

Chaque nouvelle élection voit arriver de nouvelles cohortes d'électeurs et en disparaître d'autres. Le corps électoral est mouvant et changeant. Il subit un ensemble de modifications liées aux évolutions de la démographie, aux règles qui président à l'inscription sur les listes électorales, ou encore aux fluctuations du nombre des inscrits en fonction des années et des types de scrutin. Un véritable rajeunissement du corps électoral de la France appelé aux urnes en 2017 semble compromis. Ce dernier compte en son sein nombre de classes d'âge vieillissantes en raison de l'augmentation de l'espérance de vie et d'une baisse de la fécondité. Malgré l'arrivée de nouvelles cohortes de jeunes, l'âge moyen de l'électorat continue d'augmenter. Les électeurs inscrits sont âgés de 50 ans en moyenne et selon l'INSEE, la pyramide des âges du corps électoral est proche de celle de l'ensemble de la population¹. Ce constat du vieillissement du corps électoral ne doit pas occulter la question de son renouvellement dans la dynamique générationnelle. Celui-ci peut entraîner, même à la marge, des équilibres politiques nouveaux. Les primo-votants (âgés en 16,5 ans et 21,5 ans en vague 1), définis comme les jeunes inscrits sur les listes électorales qui pourront voter pour la première fois à une élection présidentielle en 2017, représentent environ 3,3 millions de nouveaux électeurs potentiels, soit 7,4% de l'ensemble du corps électoral². Quel sera leur comportement ? De quel poids pèseront-ils sur les rapports de force engagés dans la compétition électorale comme sur les résultats de l'élection ?

Méthodologie : Les résultats reposent sur les vagues 1, 2 et 3 de l'Enquête électorale française, réalisées entre le 20 et le 29 novembre 2015, entre le 22 janvier 2016 et le 2 février 2016 puis entre le 11 et le 20 mars 2016 auprès de 23 061, 21 326 et 20 619 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

Anne Muxel

¹ Christelle Rieg, « 43 millions d'électeurs en France », *INSEE Première*, n°1369, septembre 2011.

² Selon le bilan de la révision électorale 2015-2016 établi le 1^{er} mars 2016, le corps électoral français compte 44 826 000 électeurs inscrits pour la prochaine élection présidentielle, soit une progression de 0,5% correspondant à 211 000 électeurs de plus qu'un an auparavant. Entre le 1^{er} mars 2015 et le 1^{er} mars 2016, on compte 885 000 nouveaux inscrits, dont 624 000 jeunes inscrits d'office, 121 000 électeurs s'inscrivant pour la première fois et 140 000 se réinscrivant après une période d'interruption. A contrario, 674 000 électeurs ont été radiés des listes, dont 31 000 ayant perdu leur droit de vote, 191 000 ayant été radiés par les communes, et 452 000 électeurs étant décédés. Cf. Caroline Escapa, Cyril Hervy, Richard Merlen, « Bilan d'une révision électorale 2015-2016 en deux étapes », *INSEE Focus*, n°57, mars 2016.

I – À un an du scrutin : une politisation critique en toile de fond

L'élection présidentielle ne laisse pas indifférents les primo-votants : 80% d'entre eux déclarent s'y intéresser³. C'est presque autant que dans l'ensemble de la population (84%) (Tableau 1). Une très large majorité des nouveaux entrants dans l'arène électorale sont donc déjà sensibilisés à la course présidentielle. On notera qu'un primo-votant sur cinq (21%) se dit même « énormément intéressé » par la perspective de l'élection (26% dans l'ensemble de l'électorat). Alors que la campagne électorale est loin d'être officiellement commencée, on voit donc opérer une curiosité, un attrait, et les prémices de ce qui pourra éventuellement se traduire au fil des mois à venir par leur mobilisation électorale. Sans doute doit-on voir dans cette disposition très favorable l'expression d'un attrait pour la nouveauté que représente le fait de pouvoir voter pour la première fois à l'élection reine de la V^e République. Cela confirme la centralité de l'élection présidentielle dans les motivations de participation des électeurs, notamment dans les segments les plus jeunes du corps électoral pour qui elle représente une élection phare, plus lisible quant à ses enjeux, et jugée comme décisive pour le pays.

Cette politisation sous-jacente à la compétition pour la présidence de la République est visible et affirmée même parmi ceux qui par ailleurs se présentent comme peu ou pas du tout intéressés par la politique. Parmi ces derniers, les deux tiers (66%) manifestent de l'intérêt pour l'élection. Le scrutin présidentiel est un facteur de politisation et d'implication qui opère aussi dans les segments de la jeunesse les plus distants habituellement du système politique.

Le statut social et le niveau d'études entraînent des disparités significatives dans ces dispositions. Mais les écarts observés ne recourent pas la seule division entre jeunesse scolarisée et jeunesse non scolarisée. Les primo-votants actifs ayant un emploi et les étudiants sont également nombreux à déclarer leur intérêt pour l'élection présidentielle (respectivement 84% et 80% parmi les étudiants). En revanche, les jeunes chômeurs se présentent comme moins intéressés (64%). Mais l'on conviendra que l'élection présidentielle les mobilise assez largement. Car ces mêmes jeunes chômeurs ne sont que 40% à déclarer par ailleurs un intérêt pour la politique en général.

L'intérêt pour l'élection est encore plus marqué parmi les jeunes se positionnant à droite (89% contre 82% parmi les jeunes se classant à gauche), et c'est parmi ceux qui se déclarent proches du Front national que l'on dénombre l'intérêt le plus affirmé : 35% d'entre eux reconnaissent avoir « énormément d'intérêt » (23% des jeunes se disant proches du Parti socialiste et 19% des jeunes proches des Républicains).

Une insatisfaction générale qui pèsera sur l'élection

Cette disposition favorable aux conditions de leur future participation à l'élection présidentielle n'oblitére néanmoins pas d'autres éléments plus problématiques quant aux jugements qui sont portés sur l'action des gouvernants et sur le système politique en place. En mars 2016, sur une échelle de satisfaction allant de 1 à 10, 71% des primo-votants déclarent être insatisfaits de l'action de François Hollande, dont 27% se disent « absolument pas » satisfaits⁴. C'est un peu moins que l'ensemble de l'électorat (respectivement 77% et 33%), mais l'on conviendra que les nouveaux entrants abordent la compétition électorale avec un jugement très négatif sur le président socialiste qui, s'il se représente, souffrira d'entrée de jeu d'un déficit de confiance de l'ensemble de la population, mais aussi – et c'est particulièrement problématique pour un président qui avait fait de la jeunesse le cœur de cible de sa campagne et de son quinquennat – d'une absence de soutien dans l'électorat jeune.

³ Le niveau d'intérêt pour l'élection présidentielle a été calculé en agrégeant les positions 6, 7, 8, 9 et 10 sur une échelle en 10 positions, allant de la position 0 « aucun intérêt » à la position 10 « énormément d'intérêt ».

⁴ Le niveau d'insatisfaction à l'égard de l'action de François Hollande a été calculé en agrégeant les positions 0, 1, 2, 3, et 4 sur une échelle en 10 positions, allant de la position 0 « absolument pas satisfait » à la position 10 « absolument satisfait ».

Cette perception négative de l'action du président de la République s'inscrit dans le contexte d'une profonde insatisfaction, tant sur le plan social que sur le plan politique, qui taraude les opinions publiques en France, bien au-delà des seuls segments jeunes de la population. Cette insatisfaction, entretenue par un climat de crise sociale et de stagnation économique, mais aussi par une crise délétère de la représentation politique, se répercute sur les visions que développent les citoyens, jeunes et moins jeunes, de la société qui les entoure, et sur leur appréhension du système politique et de ses institutions. Ainsi les deux-tiers des primo-votants (66%) déclarent-ils que la société française a besoin d'être radicalement transformée et 70% sont-ils d'accord avec l'idée que notre société se détériore au fil des années (respectivement 68% et 72% dans l'ensemble de la population). Si une petite majorité considère que la France est « le meilleur pays au monde pour vivre » (53% des primo-votants et 54% de l'ensemble de la population), les Français ne sont qu'une petite minorité à penser que « la société est structurée de telle sorte que les gens obtiennent ce qu'ils méritent » (21% des primo-votants et 19% de l'ensemble de la population). Encore plus préoccupant, leur diagnostic sur le fonctionnement des institutions est sévère : seuls 20% des primo-votants et 17% de l'ensemble des Français considèrent qu'elles fonctionnent comme elles le devraient. Les uns comme les autres ne sont respectivement que 41% et 38% à admettre que la démocratie fonctionne bien dans le pays.

Les primo-votants abordent donc l'échéance présidentielle et la perspective de faire leurs premiers pas dans la vie électorale française dans ce climat de forte défiance sociétale et politique. Ils ont été socialisés à la politique dans un climat de relatif désenchantement et c'est dans ce paysage qu'ils auront à établir leurs repères et leurs premiers choix⁵. La façon dont ils se saisiront de l'élection a pour arrière-fond un profond renouvellement des usages et des modèles de la citoyenneté où se combinent la défiance, l'intermittence du vote et la protestation⁶. Car leur vision négative et critique de la sphère politique dans son ensemble ne les empêche pas d'être relativement politisés. On l'a vu, une très large majorité d'entre eux ont un intérêt pour l'élection présidentielle. Ils s'intéressent à la politique dans une proportion relativement équivalente à celle des Français (42% et 50% des Français). De façon encore plus marquée que parmi leurs aînés, ils accordent une place importante à la protestation dans la palette des usages de la participation démocratique : plus de sept primo-votants sur dix (72%) se déclarent prêts à participer à une manifestation pour défendre leurs idées (64% des Français).

⁵ Sur cette question du désenchantement politique dans la socialisation des jeunes générations, Cf. MUXEL, Anne, *Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement*, Seuil, Paris, 2010.

⁶ Sur le renouvellement des cadres mêmes de la politisation des jeunes on peut se référer à MUXEL, Anne : « Youth and Politics : Towards a New model of Citizenship in Advanced Democracies », *Perspectives on Youth. Connections and Disconnections*, Volume 2, European Commission, Council of Europe, December 2014, p.25-32, <http://youth-partnership-eu.coe.int>.

Tableau 1 : Intérêt pour l'élection présidentielle et indice de participation selon l'âge et selon le statut professionnel (%)

Source : Enquête électorale française 2017, vague 3

	Intérêt pour l'élection présidentielle	Indice de participation (note 10)
Âge :		
18-24 ans	78	57
25-34 ans	79	61
35-49 ans	81	65
50-64 ans	85	70
65 ans et plus	89	77
Primo-Votants (16-21,5 ans) :		
Actifs ayant un emploi	84	57
Étudiants	80	58
Chômeurs	64	50
Ensemble des Primo-Votants	80	57
Ensemble de l'électorat	84	67

II – Un potentiel de participation réel mais, un retrait électoral toujours plus marqué que dans les autres classes d'âge

Malgré la procédure d'inscription automatique à 18 ans qui est en vigueur depuis 1997, on compte toujours davantage de non-inscrits dans les classes d'âge les plus jeunes que dans l'ensemble de la population électorale. La non-inscription affecte davantage les jeunes hommes que les jeunes femmes. Alors que l'on compte en moyenne 7% de Français non-inscrits, cette proportion grimpe à 12% parmi les moins de 30 ans⁷. Plus que la non-inscription, c'est la mal-inscription des jeunes électeurs, souvent liée à la plus grande mobilité géographique et résidentielle propre à ce temps de la vie, qui explique ce différentiel générationnel parmi les inscrits.

Autre marque du retrait électoral des jeunes plus marqué, l'abstention. Elle a gagné tous les segments de la société, mais dans les jeunes générations la norme civique associée à l'acte électoral s'est nettement affaiblie. L'intermittence du vote est devenue le comportement prédominant. En 2012, la mobilisation électorale des jeunes électeurs pour l'élection présidentielle a été inférieure de quelques points à celle de leurs aînés. Et si l'on prend la séquence électorale 2012 dans sa globalité, en tenant compte les deux tours de scrutins présidentiels et les deux tours de scrutin législatifs, les 18-24 ans sont sept fois moins nombreux que les électeurs de 60 ans et plus à avoir voté aux quatre tours de scrutin (5% contre 37%)⁸.

⁷ Xavier Niel et Liliane Lincot, « L'inscription et la participation électorale en 2012. Qui est inscrit et qui vote ? », *INSEE Première*, n°1411, septembre 2012.

⁸ Enquête Panel Présidoscopie, CEVIPOF, juin 2012.

Dans ce contexte de légitimation croissante de l'abstention, l'élection présidentielle reste néanmoins l'élection qui mobilise le plus les citoyens. Toutes les élections intermédiaires qui ont eu lieu depuis l'élection présidentielle de 2012, législatives, européennes, municipales, départementales et régionales, les niveaux de l'abstention atteignent des taux record et a concerné plus ou moins la moitié du corps électoral. Chez les jeunes, c'est plus encore, les deux tiers d'entre eux, voire plus encore, sont restés en dehors des scrutins. On peut retenir seulement un chiffre : aux dernières élections régionales 64% des 18-24 ans se sont abstenus (52% de l'ensemble de l'électorat et seulement 37% des 65 ans et plus)⁹. À un an de l'élection présidentielle, les primo-votants sont 57% à déclarer leur intention de participer à l'élection, mais c'est moins que dans l'ensemble de l'électorat 67% (Tableau 1). Les étudiants se montrent autant disposés à se rendre aux urnes que les primo-votants ayant un emploi (respectivement 58% et 57%). En revanche, les jeunes chômeurs sont plus en retrait (50%)¹⁰.

Une mobilisation bridée par la tentation de l'abstention

Cet indice de participation sera vraisemblablement corrigé à la hausse au fur et à mesure que la date de l'élection approche, mais l'écart observé quant à la mobilisation des plus jeunes risque de perdurer. Il résulte en effet de la conjonction de facteurs à la fois structurels, liés aux conditions du « moratoire électoral » propre aux années de jeunesse¹¹, et conjoncturels, attachés au niveau élevé de défiance envers la classe politique et au contexte de crise de la représentation politique particulièrement marqué. Ces facteurs conjoncturels touchent du reste la plupart des classes d'âge, mais chez les jeunes ils prennent un relief particulier car ils conditionnent les contours d'une socialisation politique prenant forme dans un climat de rejet des institutions et du personnel politiques. Selon une étude récente, parmi les raisons invoquées par les jeunes (18-24 ans) pour justifier ce retrait de la participation électorale, le mécontentement ainsi que la distance ressentie à l'égard de l'offre politique sont les premiers motifs mis en avant : 34% disent vouloir ainsi manifester leur mécontentement à l'égard des partis politiques et 17% à l'égard de l'action de l'actuel président de la République, 33% évoquent le fait qu'aucun candidat ne défend ou ne représente leurs idées¹².

III - Les intentions de vote : premiers pas, premiers choix...à droite

Déjà en 2012, les primo-votants de l'époque avaient été de tous les électeurs ceux qui s'étaient montré les moins favorables à François Hollande : seul un petit quart d'entre eux (23%) avait voté pour lui tandis que 24% avaient opté pour un candidat de la gauche de la gauche, 28% avaient choisi Nicolas Sarkozy et 17% Marine Le Pen¹³. Au second tour, ils avaient confirmé cette tendance en se détournant majoritairement de François Hollande au profit de Nicolas Sarkozy auquel ils avaient accordé 53% de leurs suffrages (contre 47% pour François Hollande), tandis que les 22-30 ans accordaient une majorité de leurs voix à François Hollande (52%), dans une proportion équivalente à celle qui prévalait dans l'ensemble du corps électoral (51,5%). À un peu moins d'un an du scrutin, que peut-on dire des choix politiques dont sont porteurs les nouveaux entrants dans l'arène électorale ? Observera-t-on la poursuite d'un affaïssement du soutien à la gauche de gouvernement déjà visible en 2012 ?

⁹ Cf. MUXEL (Anne), *L'électeur intermittent ? La participation lors des élections régionales de 2015*, La Note, CEVIPOF, #6, décembre 2015. <http://www.enef.fr/les-notes/>

¹⁰ L'indice de participation qui a été retenu est la note 10 sur une échelle de 1 à 10 mesurant l'intention d'aller voter lors du premier tour de l'élection présidentielle.

¹¹ Mes travaux consacrés au rapport des jeunes au vote ont identifié un retrait structurel de la participation électorale propre à ce temps de la vie qu'est la jeunesse. Celui-ci apparaît encore plus marqué dans les âges les plus âgés de la jeunesse (24-35 ans) que dans les âges les plus jeunes (18-20 ans), et notamment lors du premier vote qui mobilise davantage. Anne MUXEL, *Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement*, Seuil, Paris, 2010.

¹² Baromètre du vote des jeunes, IFOP/ANACEJ, Vague 4, avril 2016.

¹³ Enquête post-électorale du CEVIPOF réalisée par téléphone par Opinion Way, juin 2012 (n=2504).

À une date encore éloignée du scrutin, et dans le cadre d'une offre électorale non stabilisée, il faut prendre avec beaucoup de précautions les intentions de vote exprimées par l'électorat. Cette prudence s'applique a fortiori dans le cas des primo-votants dont le rapport au vote comme les choix de candidature envisagés sont susceptibles de nombreux aléas et de tergiversations. Néanmoins, les tendances qui se dessinent laissent augurer de certains rapports de force qu'il est intéressant d'apprécier très en amont du scrutin, avant que la campagne électorale ne soit lancée.

Tableau 2 : Rapport de force gauche-droite (incluant le FN) et Vote FN seul dans les intentions de vote des primo-votants

Source : Enquête électorale française 2017, vague 3

	Hypothèse N. Sarkozy candidat			Hypothèse A. Juppé candidat		
	Gauche	Droite	Vote FN	Gauche	Droite	Vote FN
Primo-Votants :						
Actifs ayant un emploi	35	65	35	35	65	37
Étudiants	37	63	27	35	65	27
Chômeurs	19	81	58	18	82	60
Ensemble des primo-votants	35	65	31	35	65	31
Ensemble de l'électorat	33	67	27	32	68	27

Première observation, comme pour l'ensemble de l'électorat, le camp de la gauche est peu attractif pour les primo-votants. Seul un tiers d'entre eux voudrait s'y rallier. François Hollande n'a non seulement pas conquis les jeunes nouveaux électeurs, mais il a même accentué son déficit au cours de son quinquennat, passant de 23% des votes qu'il avait acquis dans ce segment de l'électorat en 2012 à 12% d'intentions de vote aujourd'hui dans l'hypothèse où Nicolas Sarkozy est le candidat LR et 11% dans le cas où c'est Alain Juppé (respectivement 16% et 15% dans l'ensemble de l'électorat)¹⁴. On peut donc observer un net déficit d'intentions de vote des primo-votants pour le président sortant par rapport à celles que l'on dénombre dans l'ensemble de l'électorat (-4 points). À gauche, Jean-Luc Mélenchon, qui avait drainé une part significative du vote jeune en 2012 (15% des 18-24 ans au premier tour) capte à nouveau une partie significative des intentions de vote des primo-votants (14% dans l'hypothèse de la candidature de Nicolas Sarkozy et 13% si c'est Alain Juppé, 11% dans l'ensemble de l'électorat qu'il s'agisse de l'une comme de l'autre hypothèse). Cette captation est plus sensible parmi les jeunes actifs ayant un emploi (17%) que parmi les étudiants (13%). La candidate écologiste testée dans la vague 3 de l'enquête, Cécile Duflot, ne recueille qu'un faible nombre de suffrages potentiels (5% contre 3% dans l'ensemble de l'électorat quels que soient les cas de figure). Il en est de même pour les candidats d'extrême gauche, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou qui ne sont crédités que de 2% des intentions de vote chacun. Au vu de ces résultats, on le voit bien, le vote des jeunes primo-votants ne penche pas à gauche.

Seconde observation, dans l'hypothèse de la candidature de Nicolas Sarkozy, le candidat centriste François Bayrou suscite un certain attrait, 13%, soit autant que dans l'ensemble de l'électorat. Il attire un peu plus de voix que le président de la République sortant. Cela mérite d'être noté. Mais il touche surtout la jeunesse la plus diplômée (28% contre 10% des primo-votants ayant un niveau de diplôme inférieur au bac). Le centrisme est pour sans doute les jeunes diplômés l'expression d'une demande de renouvellement du système politique.

¹⁴ Les chiffres d'intentions de vote retenus ici sont ceux d'une offre électorale testée avec la candidature d'Alain Juppé sans celle de François Bayrou puisque ce dernier a annoncé qu'il ne se présenterait pas dans ce cas.

Troisième observation, le camp de la droite est prédominant dans les intentions de vote des primo-votants. Si l'on totalise les intentions de vote pour le candidat LR, le candidat centriste et la candidate du Front national, ce sont les deux tiers des primo-votants qui s'apprêtent à voter pour des candidats de droite (65%), soit une proportion équivalente à celle que l'on observe dans l'ensemble de l'électorat). Cette prédominance du camp de la droite se marque parmi les jeunes actifs ayant un emploi dans une même proportion que parmi les étudiants. Les jeunes chômeurs délaissent en plus grand nombre encore le camp de la gauche : huit sur dix d'entre eux choisissent un candidat de droite. Le tropisme de gauche de la jeunesse étudiante s'est donc effacé. Quant aux jeunes peu diplômés et en difficulté sur le marché du travail, ils se sont tournés vers les forces politiques de droite depuis plusieurs années, et particulièrement le Front national qui attire une majorité absolue de chômeurs primo-votants (aux environs de 60%). Dans l'ensemble de la population, ce ne sont « que » 36% des chômeurs qui affirment une intention de vote en faveur de Marine Le Pen.

Tableau 3 : Les intentions de vote des primo-votants au premier tour de l'élection présidentielle selon un certain nombre de variables socio-démographiques (% en ligne)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 3

	Hypothèse Sarkozy					Hypothèse Juppé sans Bayrou			
	Mélenchon	Hollande	Bayrou	Sarkozy	Le Pen	Mélenchon	Hollande	Juppé	Le Pen
Sexe									
Homme	16	11	14	12	37	17	10	27	35
Femme	11	14	12	23	25	9	13	33	26
Milieu social d'origine									
Ag. expl.*	10	15	16	33	26	8	28	37	26
Prof. ind.*	6	12	20	20	29	6	8	46	30
Cadre sup.	8	19	17	24	19	6	19	40	17
Prof. int.	7	12	12	15	31	8	13	24	33
Employé	18	12	9	15	34	17	14	24	34
Ouvrier	18	6	14	15	36	20	5	24	37
Retraité	17	13	6	13	28	18	13	22	25
Statut									
Actif ayant un emploi	17	10	8	19	35	17	9	24	37
Chômeur / Recherche 1 ^{er} emploi	8	3	11	11	58	11	3	18	60
Étudiant	13	13	14	17	27	13	13	33	27
Revenu mensuel du foyer									
-1250 euros	20	13	17	18	22	18	10	40	23
1500 à 1999 euros	10	11	16	7	36	10	9	23	40
2000 à 2499 euros	20	11	6	12	42	20	9	21	39
2500 à 3499 euros	15	8	7	19	39	15	12	25	35
3500 à 5999 euros	7	16	17	22	23	8	15	34	25
6000 euros et plus	9	20	12	37	15	10	17	48	14

<u>Origine des parents ou des grands-parents</u>									
aucun étranger	13	12	14	17	31	14	11	31	30
étranger dont :	14	13	7	19	31	13	12	27	32
Italie*	9	13	5	18	43	8	9	26	45
Espagne*	9	6	7	20	33	12	8	12	41
Portugal*	10	4	0	9	46	11	4	11	50
Afrique du Nord*	26	28	7	23	5	25	21	37	9
Ensemble des primo-votants	14	12	13	17	31	13	12	30	31
Ensemble de l'électorat	11	16	13	21	27	11	15	36	27

* Chiffres à prendre avec précautions étant donné la faiblesse des effectifs

L'offre électorale au sein de la droite de gouvernement suscite des réactions différentes en fonction de la candidature envisagée. Les primo-votants ont l'intention de voter à hauteur de 17% pour LR si c'est Nicolas Sarkozy qui se présente (20% dans l'ensemble de l'électorat) et de 30% si c'est Alain Juppé (31% dans l'ensemble de l'électorat). En dépit de son âge, Alain Juppé fait preuve d'une attractivité certaine auprès des nouveaux entrants dans l'arène électorale. On peut y voir le signe d'une demande de renouvellement de l'offre politique par rapport à celle de la dernière élection présidentielle. Alain Juppé peut apparaître comme un homme nouveau dans le paysage politique national pour les tout jeunes électeurs.

Quatrième et dernière observation, le Front national à l'appui de la candidature de Marine Le Pen est en termes d'intentions de vote à un an de l'élection le premier débouché électoral pour les primo-votants. Il fait la course en tête dans les deux hypothèses de candidature LR : 31% dans le cas où Nicolas Sarkozy se présente comme dans le cas où c'est Alain Juppé (27% dans les deux cas de figure dans l'ensemble de l'électorat). La candidate frontiste enregistre donc un surcroît d'audience parmi les jeunes qui s'apprêtent à voter pour la première fois à une élection présidentielle (+4 points). Néanmoins, alors que l'avance de Marine Le Pen est de 14 points par rapport aux suffrages potentiels des primo-votants pour Nicolas Sarkozy (17%), Alain Juppé réussit à contrecarrer la domination frontiste en arrivant à quasi-égalité avec la candidate frontiste quant au nombre d'intentions de vote récoltées sur sa candidature (30%). Mais quoi qu'il en soit, trois primo-votants sur dix s'apprêtant à aller voter entendent donner leur premier vote au Front national.

Cette importance du Front national auprès des primo-votants s'enracine dans la capacité qu'a Marine Le Pen de servir d'exutoire à de multiples malaises et demandes de reconnaissance exprimés par la jeunesse scolarisée et non scolarisée. On peut observer la persistance du gender gap bien répertorié par les travaux de sociologie politique, pouvant indiquer des attentes plus spécifiques de la population masculine en direction de ce parti : 35% des primo-votants hommes s'apprêteraient à donner leurs voix à la candidate frontiste (26% des femmes). Des signes évidents de fractures sociales et politiques au sein de la jeunesse sont vérifiés : 37% des jeunes issus du milieu ouvrier accorderaient leurs suffrages à Marine Le Pen contre 17% des jeunes issus des catégories cadres et professions intellectuelles supérieures. L'impact du chômage des jeunes est majeur : 60% des primo-votants chômeurs ou à la recherche d'un premier emploi sont disposés à voter pour la candidate frontiste (36% des chômeurs dans le reste de la population). L'attrait de Marine Le Pen est particulièrement visible au sein des primo-votants issus de l'immigration européenne (Espagne, Italie et Portugal) et crée en cela une fracture politique et électorale au sein même de la population issue de l'immigration. En effet, les jeunes Français issus de l'immigration de l'Europe du Sud semblent accorder massivement leurs suffrages à la présidente du Front national alors que celle-ci ne rencontre qu'un très faible écho au sein de la jeunesse issue de l'immigration maghrébine : 41% de ceux qui ont une ascendance espagnole, 45% une ascendance italienne, et 50% une ascendance portugaise contre 9% de ceux qui ont une

ascendance maghrébine. Même si ces chiffres doivent être pris avec précaution en raison de la faiblesse relative des effectifs, l'ampleur des écarts mesurés met au jour une tendance significative.

Conclusion

La défiance politique élevée dont sont porteurs les primo-votants ne les empêche pas d'être attirés par ce qui reste un élément central de la vie politique sous la V^e République, à savoir l'élection présidentielle. Même si l'on ne peut encore présager du niveau final de leur participation, on peut penser qu'une forte majorité d'entre eux se rendra aux urnes.

À un an de l'élection, le premier constat qui peut être fait est la confirmation d'un effacement progressif de la spécificité d'un « vote jeune » comparé à leurs aînés. Les sensibilités politiques et électorales exprimées par les primo-votants suivent, certes avec quelques inflexions significatives, globalement les choix qui peuvent être observés dans l'ensemble de l'électorat.

Le réaligement électoral des jeunes, de la gauche vers la droite, amorcé en 2012 se poursuit, et même s'amplifie. La gauche connaît au sein des tout jeunes électeurs un fort processus d'attrition, surtout dans sa composante de gouvernement incarnée par la candidature du président sortant, puisque Jean-Luc Mélenchon semble échapper pour l'instant à cette défection. C'est la gauche qui a occupé le pouvoir pendant cinq ans qui est surtout sanctionnée.

Ce mouvement de droitisation se marque dans toutes les catégories de la jeunesse, y compris au sein de la population étudiante longtemps marquée par un tropisme de gauche distinctif. Aujourd'hui, quelle que soit l'hypothèse de candidature LR, François Hollande est toujours battu par son challenger concurrent, et les intentions de vote pour l'ensemble des forces de gauche ne rassemblent qu'un tiers des électeurs contre deux tiers en faveur des forces de la droite. Cette droitisation significative est aussi entraînée par la forte dynamique électorale du Front national qui arrive à attirer trois futurs jeunes votants sur dix, soit un peu plus que dans l'ensemble de l'électorat. À un an du scrutin, Alain Juppé apparaît comme le seul candidat capable, parmi les primo-votants, de faire jeu égal avec Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle.

Bibliographie et références documentaires

MUXEL (Anne), *Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement*, Paris, Seuil, 2010.

MUXEL (Anne) (dir.), *La Politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

MUXEL (Anne), CAUTRÈS (Bruno), *Comment les électeurs font-ils leurs choix ? Le panel électoral français 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

PERRINEAU (Pascal), *La dynamique du Front national*, La Note, CEVIPOF, #2, décembre 2015.
<http://www.enef.fr/les-notes/>

L'auteur

Anne Muxel
Directrice de recherche CNRS
anne.muxel@sciencespo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.



www.enef.fr

cevipof.2017@sciencespo.fr

www.cevipof.com
